

A Toulouse, le 10 février 2025

Madame, Monsieur, cher·es représentant·es des parents d'élèves,

Merci pour votre courrier du 9 février et pour la précision de vos constats. Nous vous répondons collectivement au nom de la liste Demain Toulouse, conduite par François Piquemal, en prenant ce contact très au sérieux : ce que vous décrivez (temps de transport qui « mange » l'EPS, insécurité sur des traversées, difficultés récurrentes déjà signalées) n'est pas une somme de détails : c'est exactement ce qui fait « tenir » ou « craquer » un quotidien d'élèves et de familles.

Notre ligne est claire, et elle rejoint la méthode que nous défendons dans le quartier : une ville écologique et populaire, où la mairie ne décide pas à la place des habitant·es, mais avec celles et ceux qui vivent là. Sur vos sujets, nous voulons mettre véritablement au cœur l'expertise d'usage pour mieux mettre en œuvre une maîtrise d'usage habitante qui implique de la co-décision : vos trajets, vos angles morts, vos carrefours dangereux, vos contraintes de temps. La ville doit apporter de l'ingénierie, des moyens et une capacité d'arbitrage, mais elle ne peut pas faire sans ce savoir-là. Et elle ne peut pas non plus se contenter d'ajustements tardifs : il faut une méthode et des décisions suivies.

A – EPS : garantir une pratique réelle, pas une pratique amputée

1. Si nous sommes élu·es en mars 2026, quelles mesures prendrons-nous pour que vos enfants puissent réellement pratiquer du sport à l'école ?

Vous décrivez une situation intenable : des trajets en bus coûteux et chronophages, des sites de plus en plus éloignés, des aléas de circulation, et donc un temps effectif d'EPS rogné. Vous rappelez aussi un point très concret : l'existence d'équipements proches (comme le Palais des Sports) et, dans le même temps, l'éloignement de solutions qui devraient relever de la proximité.

Nous voulons agir sur deux leviers à la fois : l'accès effectif aux équipements existants et l'anticipation d'équipements publics à mesure que la ville se densifie.

- Mesures immédiates (dès le début du mandat) : récupérer du temps de pratique
 - Mettre autour de la table le collège, le Département et la Ville pour sécuriser une organisation stable sur l'année : créneaux compatibles avec le temps scolaire, trajets fiabilisés, et solutions de repli en cas d'aléas.
- Revoir l'accès aux équipements municipaux de proximité. Là où c'est possible, nous voulons sanctuariser des créneaux scolaires et réduire la dépendance à des déplacements longs et incertains.
- Réinterroger les conventions et les usages quand l'intérêt général est mis de côté. L'argent public et le foncier public doivent produire du commun : chaque investissement sportif doit se traduire par des heures d'accès pour les scolaires, la jeunesse, les clubs amateurs et le sport-santé. Pas seulement pour des vitrines ou des exclusivités.

- Mesures structurelles (sur le mandat) : anticiper, planifier, ne pas subir
 - Intégrer “équipements sportifs + accès scolaires” dans la planification urbaine, notamment dans les secteurs en transformation. Une ville qui grandit doit programmer ses équipements : si on attend la pénurie, on fabrique de la frustration et de l’inégalité.
 - Inverser la logique : le sport du quotidien d’abord. Ouvrir mieux les équipements publics, faciliter l’accès des jeunes et des associations, et programmer des solutions réalistes de proximité avec un calendrier clair.
2. Si nous sommes élu·es, notre représentant·e de la mairie participera-t-il/elle aux Conseils d’Administration ?

Oui. Et nous voulons une présence utile : un·e représentant·e mandaté·e, capable de faire le lien avec les services municipaux (sports, voirie, mobilités), et de revenir vers la communauté éducative avec des réponses écrites, datées et suivies.

B – Déplacements : donner suite à l’enquête 2025 et traiter les points noirs

3. Si nous sommes élu·es, quelles suites seront données aux axes d’amélioration identifiés dans votre enquête déplacements ?

Vous indiquez qu’une enquête « trajets domicile/collège » et une cartographie ont été transmises, et que rien n’a bougé, y compris sur des points connus de longue date. Nous voulons sortir de cette impasse.

Notre méthode sera un diagnostic « au ras du sol », avec vous, sous forme de marche exploratoire et de relevés partagés : traversées dangereuses, angles morts, stationnements qui bouchent la visibilité, conflits d’usages, carrefours accidentogènes, et surtout endroits où le transit traverse le quartier parce que les grands axes sont saturés.

Ensuite, nous distinguons clairement deux niveaux d’action.

- Mesures rapides : visibles, utiles, sans attendre les “grands travaux”
 - sécurisation des traversées (marquages, visibilité, continuités piétonnes accessibles) ;
 - lutte contre les stationnements gênants et mise en sécurité des abords ;
 - stationnement vélo utile et sécurisé près du collège et des arrêts de transport ;
 - corrections ponctuelles sur les points noirs les plus évidents.
- Aménagements durables : apaiser réellement, pas seulement afficher une intention
 - traiter les carrefours avec des dispositifs qui obligent réellement à ralentir (plateaux, chicanes, rétrécissements, priorités piétonnes) ;
 - mettre en place, là où c’est pertinent, des vitesses apaisées (20 km/h dans les rues les plus contraintes) de façon intelligente : un panneau ne suffit pas si la rue reste conçue comme un couloir (rue des chalets par exemple) ;

- surtout, réduire le trafic de transit par une logique de « quartier à trafic limité » : on circule pour accéder, pas pour traverser. C'est là que l'écologie est immédiatement sociale : moins de transit, c'est moins de bruit, moins de pollution, et plus de calme.

Nous assumons aussi un pilotage démocratique et mesurable : comptages avant/après, transparence sur les résultats, retours d'usage, et capacité à ajuster. Une politique sérieuse, ce n'est pas décréter puis oublier.

4. Sur quelles actions de long terme pouvons-nous nous engager pour assurer des infrastructures suffisantes (sportives et de déplacements) dans un contexte de croissance des logements ?

Notre engagement est l'anticipation et la cohérence : programmer des équipements publics au rythme de la densification, et organiser l'accès (mobilités, sécurité, temps scolaire) en même temps que les murs.

Et nous ajoutons un point de santé publique : la sécurité autour d'un établissement, ce n'est pas seulement les traversées, c'est aussi l'air que respirent les élèves. Informer est utile, mais informer sans réduire ne sert à rien : la réduction passe d'abord par moins de transit, des vitesses plus basses là où l'on marche, et une offre de transport renforcée, fiable et utile.

Nous vous remercions encore pour votre démarche. Si vous le souhaitez, nous vous proposons une rencontre de travail dans le quartier dès notre élection au mois de mars 2026 (avec une déambulation sur les points noirs) afin d'entrer dans le concret et de prioriser ce qui peut être fait rapidement dès le début du mandat.

Veuillez croire, Madame, Monsieur, en notre considération respectueuse,

Pour la liste Demain Toulouse,

François Piquemal